

## En frappant la Syrie, Macron pourrait avoir “la guerre et le déshonneur”

Article rédigé par Valeurs actuelles, le 19 avril 2018

Source [Valeurs actuelles] « En ordonnant des frappes en Syrie, Emmanuel Macron a renoncé à avoir une politique équilibrée au Proche-Orient », explique Benjamin Blanchard, directeur général de SOS Chrétiens d'Orient.

*« L'option de la guerre peut apparaître a priori la plus rapide. Mais n'oublions pas qu'après avoir gagné la guerre, il faut construire la paix. Et c'est un vieux pays, la France, d'un vieux continent comme le mien, l'Europe, qui vous le dit aujourd'hui, qui a connu les guerres, l'occupation, la barbarie (...) et qui n'a cessé de se tenir debout face à l'Histoire et devant les hommes. »* En prononçant ces mots dans son Discours contre la guerre en Irak, le 14 février 2003, au Conseil de sécurité des Nations unies, Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires étrangères, avait sauvé l'honneur de la France. Il lui avait aussi épargné de se lancer dans une aventure chaotique qui provoqua la destruction de l'Irak, la déstabilisation de tout le Proche-Orient, et, à terme, la naissance de l'organisation Etat islamique.

Emmanuel Macron n'a hélas pas pris la suite de M. de Villepin. En choisissant de s'arrimer aux décisions de Donald Trump, il a renoncé à avoir une politique équilibrée au Proche-Orient.

Après avoir donné de nombreux signes encourageants dans les premiers mois de son mandat, M. Macron s'inscrit dans une logique de suivisme qui dégrade l'image de notre pays dans une région où elle conservait encore un prestige notable et une certaine influence.

Les frappes ordonnées par M. Macron, quelle qu'en soit la raison, sont illégitimes, notamment car elles sont ordonnées sans mandat international de l'ONU.

La justification même de ces frappes décrédibilise notre diplomatie, puisque la « preuve » apportée par le ministère de la Défense quant à la réalité de l'attaque chimique semble pour le moins ténue : il s'agit d'une simple analyse... des réseaux sociaux ! De fait, ceux qui ont ordonné ces frappes risquent d'être fragilisés si l'enquête indépendante ordonnée par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, à La Haye, démontre que Damas n'est pas responsable de cette attaque. L'on se souvient du discrédit qui avait finalement frappé le Premier ministre britannique Tony Blair, lorsqu'il s'était aveuglément aligné sur Washington, en 2003, pour justifier l'invasion de l'Irak. En soutenant le terrible mensonge d'un prétendu stock d'armes de destruction massive détenu par Saddam Hussein, le « Kennedy anglais » avait précipité sa fin de carrière.

Dans une déclaration commune, les trois patriarches d'Antioche en siège à Damas ont dénoncé « une agression brutale [qui] détruit les chances d'une solution politique pacifique et entraîne une escalade de la violence. » Pour eux, cette attaque « sape le travail de la Commission d'enquête internationale indépendante, sur le point de se rendre en Syrie ».

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<https://www.valeursactuelles.com/monde/en-frappant-la-syrie-macron-pourrait-avoir-la-guerre-et-le-deshonneu>